

RADIO AVULETE - KANAL K

**TOGO : BILAN DE L'ANNEE 2022 ET
PERSPECTIVES POUR 2023**



TOGO : BILAN DE L'ANNEE 2022 ET PERSPECTIVES POUR 2023

Invité et Interview : **Dr. Yves Ekoué AMAÏZO**, Coordination général de CVU-TOGO-DIASPORA (collectif pour la Vérité des Urnes – Togo-Diaspora) et membre de la Direction de RCDTI (Réseau de coordination de la Diaspora Togolaise Indépendante)

Journaliste : **M. Sylvain AMOS.**

Adresse : Suisse.

Emission du Samedi 31 décembre 2022 :

Dernière émission de l'année 2022

Togo : Bilan de l'année et perspectives pour 2023

Autres participants à l'émission : De nombreux Leaders togolais d'opinion, au Togo et dans la Diaspora dont :

1. Dr. Richard TINDJO, Parti Démocrate Socialiste Africain
2. Prof. Dr. David DOSSEH, Association Togo Debout
3. Nicodème HABIA, Parti Les Démocrates
4. Dr. Yves Ekoué AMAÏZO, Association CVU-TOGO-DIASPORA
5. Me Raphaël KPANDÉE-ADZARÉ, Coalition de la Diaspora Togolaise (CoDiTogo)
6. Kouassi KLUSSÉ, Dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK)
7. Komla KPOGLI, MOLTRA
8. Che LAWSON-HELLU, Coordonnateur de la CoDiTogo
9. Autres membres de la Diaspora togolaise

Lien : www.radioavulete.com

Ecouter l'audio en podcast sur : www.cvu-togo-diaspora.org

QUESTIONS ET REPONSES :

1. ***Les années 2021 et 2022 ont été le théâtre d'une guerre fratricide entre les dirigeants et militants des forces de changement démocratique au Togo. Pire que par le passé, la participation de l'opposition togolaise à l'élection présidentielle du 22 février 2022 en rangs dispersés a complètement plongé les forces de changement démocratique dans une crise de confiance et de défiance profonde. Des initiatives diverses pour tenter de recoller la cohésion brisée au sein des formations politiques de l'opposition et les organisations de défense des droits humains tardent malheureusement à porter des fruits. Comment expliquez-vous l'impossibilité pour les forces de changement démocratique à mutualiser leurs ressources pour mettre fin d'abord à la dictature héréditaire au Togo qu'elles prétendent toutes combattre ?***



YEA. Merci pour l'invitation.

- A/ Permettez-moi d'abord de m'incliner devant la mémoire de tous ceux qui sont morts, et de la douleur de ceux qui sont en prison¹, qui ont été torturés², qui ont souffert, ou sont en exil pour que la vérité des urnes et lutte pour que la démocratie effective triomphe au Togo. Ce qui signifie que le premier et le vrai problème n'est pas du côté du Peuple togolais, ni des représentations des alternatives politiques au pouvoir, que ce soient les partis politiques ou les organisations de la société civile y compris dans la Diaspora.
- B/ Ce que vous appelez une « *guerre fratricide entre les dirigeants et militants des forces de changement démocratique au Togo* » est une réalité sur le terrain et dans la Diaspora. La raison repose dans la difficulté pour le Peuple togolais de faire un choix clair pour se choisir des dirigeants à partir d'un projet de société. En l'absence d'un projet commun, le débat porte sur les personnes et leurs égos. En fait, il n'y a pas de projet de société commun proposé au Peuple togolais³, mais il y a eu des projets politiques pour porter au pouvoir tel ou tel individu politique. Le manque d'importance accordée par le Peuple togolais et ses représentants issus des partis politiques à la préparation de documents écrits présentant des visions et des choix sur le vivre ensemble est un fait. Pourtant, il faudra passer par là, puis y associer et de faire adhérer les populations engagées en politique. C'est d'ailleurs une approche unitaire qui peut mettre fin à ladite guerre fratricide qui n'a pas lieu d'être.
- C/ Bien sûr, avec un régime dictatorial, c'est la peur et l'impunité qui fondent les conditions de limitation des possibilités de s'organiser collectivement. Aussi, il devient fondamental de passer par au moins trois étapes, les valeurs éthiques africaines⁴, le projet de transition et le projet de société commun. Il est plus facile à l'extérieur du Togo de s'organiser pour produire des documents. Mais, encore faut-il que les leaders togolais de l'opposition, partis politiques ou associations de la société civile en soient convaincus. Face à une forme de statu quo de la lutte pour le retour de la liberté et la fin de la peur et de l'autocratie au Togo, l'approche proposée par RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA, intitulée la **Troisième voie**⁵ pourrait intéresser une partie du Peuple togolais conscient.
- D/ Enfin, c'est à cette condition qu'un groupe de personnalités politiques et citoyennes pourra reconstruire la crédibilité d'une opposition politique indépendante de Faure Gnassingbé et son système, mais aussi indépendante des partis politiques institutionnels. Il y va de l'identité et l'existence politique même des organisations de la société civile togolaise, systématiquement considérées comme des entités à cannibaliser par les partis politiques et surtout ceux du pouvoir, et non à valoriser comme des acteurs à part entière en politique. Ce qui ne veut pas dire que les propositions proposées par la société civile ne seront pas élaborées avec des acteurs des partis politiques ou indépendants. Le principe de travail de RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA repose sur la compétence⁶ et l'inclusivité. Mais il faudra mettre en place dans l'organisation de la troisième voie, un système démocratique de prise de décision et de respect de la décision majoritaire pour avancer. Les critiques constructives sont non seulement recevables, mais demandées et recommandées. Pour les critiques non-constructives, le silence est d'or. C'est pour cette raison que la rédaction de documents de base par des experts devrait permettre de construire ensemble un projet pour le Peuple togolais. Il ne s'agit plus de tenter de « détruire », sans justificatifs d'ailleurs, des individus qui ont chacun leur expertise et leur compétence pour soutenir l'avenir du Togo.



L'approche du Peuple togolais, reposant sur l'alignement derrière tel ou tel responsable politique, a conduit à un éclatement des partis politiques et des organisations de la société civile y compris dans la Diaspora, surtout que le parti au pouvoir et le gouvernement ne se sont pas gênés pour financer, officiellement et officieusement, tous les opportunistes politiques au point d'avoir contribué à créer des partis politiques de légitimation du système en place et des responsables politiques dits de l'opposition qui sont devenus, pour certains, des dirigeants alimentaires. Tout ceci a éloigné les uns et les autres des préoccupations stratégiques du Peuple togolais, à savoir une alternance politique sans violence et une acceptation de celui qui n'a pas été choisi dans les urnes de transmettre le pouvoir politique. La réalité, est que l'alternance n'a jamais eu lieu au Togo depuis que le système Gnassingbé a été mis en place en 1967. C'est d'ailleurs un sujet tabou pour le pouvoir Gnassingbé.

Par ailleurs, il faut constater avec le recul que la « *cohésion au sein des formations politiques de l'opposition et les organisations de défense des droits humains* » ne doit pas étonner. Il s'agissait d'une cohésion de façade. Cette hypocrisie envers le Peuple togolais ne pouvait que se briser. Il est donc question d'une véritable reconstruction que nous, RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA, appelons la **TROISIEME VOIE**, celle que nous proposons et qui peut être construite ensemble dans le cadre de conférences inclusives. Mais, il n'est pas possible, dans un premier temps, d'inviter les représentants du système Gnassingbé, ni des individus espions du pouvoir Gnassingbé ou sans capacités pour faire des propositions constructives dans la gestation d'un tel projet. Une fois le projet de base adopté par les représentants de l'alternative politique⁷ et citoyenne, il est suggéré, devant le Peuple togolais, de présenter les projets des Gnassingbé face au projet alternatif afin d'imposer un processus électoral permettant de choisir librement le projet que le Peuple togolais se sera choisi. Cela suppose aussi un changement fondamental du côté du pouvoir et système Gnassingbé. Les partenaires au développement du Togo et amis des organisations citoyennes seront amenés à faire pression sur le pouvoir dictatorial et liberticide.

C'est donc bien sur la base d'un projet de transition politique que RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA projettent de présenter avant le mois de juin de 2023 et servira de « Charte de la Mutation du Togo ». Pour ce faire, il faudra adhérer à des valeurs communes que nous exposerons et qui seront structurées autour de la vérité, la justice, l'exemplarité et l'engagement à ne pas trahir.

Notre proposition qui impose de revenir aux valeurs africaines ancestrales pose problème à plusieurs responsables togolais de l'opposition qui sont souvent bien éloignés dans la pratique de ces valeurs et préfèrent se contenter d'une approche populiste qui n'est d'ailleurs pas efficace.

La mutualisation des groupes de citoyens souhaitant un véritable changement démocratique au Togo suppose d'abord de se rencontrer sur la base d'une proposition écrite, d'accepter de fixer les règles internes de fonctionnement et de prise de décision, puis de travailler pour obtenir un consensus sur une charte des valeurs⁸, un projet de transition politique dite « charte de la mutation du Togo⁹ » et un projet de société commun¹⁰.

La mutualisation passe par un travail sérieux et approfondi sur l'offre politique, économique, social, juridique, environnemental qui sera proposé au Peuple togolaise et l'adhésion d'une partie majoritaire du Peuple togolais à cette proposition. Il faut toutefois faire attention à des citoyennes et citoyens togolais qui ont pour mission de déstabiliser toutes les initiatives de construction d'une alternative politique au Togo. Mais, la fin de l'autocratie héréditaire du système Gnassingbé au Togo ne peut être combattu par des gens qui, en catimini, travaillent avec ce même régime. Le Peuple



togolais devra en prendre conscience pour ne plus se faire rouler dans la farine de manioc par une partie de l'opposition qui légitime Faure Gnassingbé et son système avec en contrepartie, des actions pour donner l'image d'une démocratie qui fonctionne. Il ne s'agit vraisemblablement pas des exemples similaires au Cap-Vert.

La lutte pour le retour de la liberté et le choix souverain du Peuple togolais de choisir ses dirigeants doit absolument reprendre en 2023¹¹.

2. *Nous voici, de nouveau, à la veille d'une nouvelle année électorale au Togo. En effet, en 2023, se tiendront des élections régionales et législatives au Togo. Les élections fraudées et volées systématiquement par les gouvernants actuels au Togo sont-elles finalement utilisées comme une arme redoutable pour maintenir l'opposition togolaise dans la division, l'incompréhension et la désunion ?*

YEA. Le principe d'avoir des élections au Togo n'est pas le problème. Le problème est que les résultats de ces élections ne reflètent pas la vérité des urnes et qu'il est impossible pour le moment de mettre en place en amont un système pour éviter que cela arrive de nouveau, et en aval, un système pour contrôler et rétablir les véritables résultats des urnes, soit la volonté du Peuple togolais.

Oui, les élections au Togo sont fixées unilatéralement par le parti au pouvoir et les élites au pouvoir. Ne pas y participer d'une part revient à légitimer le boycott. Du coup, toutes les décisions où l'opposition est absente se feront sans elle. Mais, l'opposition ne portera pas la responsabilité de cet état de fait. Y participer d'autre part dans des conditions avérées de contre-vérités des urnes, c'est s'engager pour tromper le Peuple togolais, puisque la participation de l'opposition sera utilisée comme un faire-valoir, et surtout permettra de justifier que l'on peut vivre dans une fausse démocratie avec une opposition qui fera semblant de contester.

En effet, la majorité automatique des affidés du pouvoir, notamment les membres du parti de Faure Gnassingbé, le parti Union pour la République (UNIR, ex-Rassemblement pour le Peuple togolais (RPT)) et les représentants des nouveaux partis dits centristes qui servent de satellites au parti UNIR ne se gêneront pas pour démontrer la légitimité des décisions majoritaires, qui ont vu une participation marginale des partis dits de l'opposition très très modérée, ou des partis d'opposition extrêmement minoritaire.

3. *Des efforts isolés ou concertés pour faire renaître l'espoir populaire d'un véritable changement démocratique au Togo se poursuivent tant dans la diaspora que sur le terroir national ?*

YEA. Oui, mais compte tenu des alignements des uns et des autres, cela se traduit par l'émergence de plusieurs structures autonomes, parfois infiltrées par le système Gnassingbé. Mais, à part faire du buzz dans les réseaux sociaux, ou se plaindre et donner des instructions sans conséquences à Faure Gnassingbé et le pouvoir togolais, il n'y a, à ma connaissance, pas de véritables projets de société ou projet, il semble que de nombreux citoyennes et citoyens togolais sont des véritables « consommateurs » d'information politiques mais rechignent à donner de leur temps, de leur



argent et surtout de leur intelligence pour construire, soutenir et améliorer les actions existantes et/ou en cours. Il faut espérer que cela change en 2023.

4. Quelles sont sincèrement les principales difficultés qui empêchent les leaders des forces de changement à faire preuve patriotisme pour se donner les moyens de sauver ce pays du chaos actuel ?

YEA. La réponse tient principalement en deux points :

- A/ la volonté du Peuple togolais de ne plus accorder leur confiance à des gens qui les ont trompés ou conduits à se retrouver dans une impasse politique aujourd'hui.
- B/ la volonté des dirigeants politiques qui souhaitent un changement politique au Togo de proposer un projet de transition et un projet de société commun et demander au Peuple togolais de s'en approprier et d'en faire un projet politique commun¹² sur une base démocratie et d'élection des représentants de cette structure sans l'intervention des agents liés de près ou de loin à Faure Gnassingbé et à son système pervers et déstabilisateur.

En effet, c'est sur la base de propositions écrites, appropriées et décentralisées et réajustées que des femmes et des hommes pourront émerger sur une base démocratique comme pouvant porter ces propositions adoptées dans les conférences inclusives qui pourra recréer une crédibilité perdue de l'opposition institutionnelle togolaise. Le patriotisme seul ne suffit pas. Il faut être capable d'offrir des propositions concrètes, alternatives et pouvant servir de feuille de route dans le cadre d'une gestion future alternative du pouvoir. Pour gagner du temps, il importe d'anticiper et de proposer un document sur le projet de transition politique, à la différence du Mali ou du Burkina qui s'y sont attelés après un Coup d'Etat.

5. Vous êtes un leader d'opinions au Togo et dans la diaspora. Quelles sont vos propres résolutions pour aider à l'aboutissement du long combat populaire pour l'alternance politique et la bonne gouvernance sociale et économique en 2023 au Togo ?

YEA. En 2022 et après de nombreuses tentatives de nous empêcher de déposer une plainte contre le Togo, RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA ont déposé une plainte contre l'Etat togolais¹³ pour illégalité et anticonstitutionnalité de l'élection présidentielle togolaise. Autrement dit, nous voulons démontrer devant les juges régionaux que Faure Gnassingbé est un président qui a usurpé le pouvoir illégalement et qu'à ce titre, il doit démissionner. Nous espérons qu'en 2023, la Cour de Justice de la CEDEAO fixera la date du procès. Nous invitons toutes les victimes du régime Gnassingbé notamment sous Faure Gnassingbé à se faire inscrire auprès de CVU-TOGO-DIASPORA (info@cvu-togo-diaspora.org) pour pouvoir se porter partie civile et défendre leurs droits bafoués dans ce procès, ce à la lumière de la violation des textes juridiques de la CEDEAO et surtout de la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

Alors comment sortir du dilemme que constitue une partie de l'opposition légitime et alimentaire ?



A notre humble avis, il faudra d'abord, en 2023, trouver un consensus entre une opposition élargie (partis politiques et organisation de la société civile) pour un mode de fonctionnement démocratique basé sur des décisions souveraines de chacune des réunions que nous appelons les conférences inclusives au niveau du RCDTI et du CVU-TOGO-DIASPORA. Le problème est que cela demande beaucoup d'efforts dans la préparation et que de nombreux dirigeants de l'opposition estiment que ce n'est pas nécessaire qu'ils ou elles n'ont pas le temps. Du coup, c'est la loi de celui qui est déjà en place, une forme de dictature dans ce qui tient lieu d'opposition au Togo. La division, l'incompréhension et la désunion sont la marque de ceux qui ne veulent rien construire en commun sur des bases démocratiques au service du Peuple togolais.

Nous, au RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA, ne désespérons pas. Nous nous préparons en conséquence pour pouvoir offrir des solutions à adapter au niveau d'approches d'inclusivité et de décentralisation. Enfin, les égos de nombreux dirigeants au pouvoir comme dans l'opposition les conduisent à mépriser le Peuple togolais, en ne les utilisant que pour servir leurs intérêts propres, ce qui conduit d'ailleurs à des impasses.

Par ailleurs, il ne faut plus donner un rôle principal aux autorités religieuses compte tenu des nombreuses erreurs passées et pour certains, leurs rôles de collaborateurs et légitimateurs du système Gnassingbé. Balayer ce qui est illégitime relève de la légitimité¹⁴. D'ailleurs, au cours de l'année 2022, dans le cadre d'un procès contre l'Etat togolais, le groupe CVU-TOGO-DIASPORA et consorts a demandé à ce que certains dignitaires religieux comparaissent devant la Cour de Justice de la CEDEAO pour préciser à la face du monde et du Peuple togolais, s'ils ont agi ou pas comme des complices du système Gnassingbé et des traîtres quant à la défense du Peuple togolais.

6. Votre mot de fin, Dr. Amaïzo ?

La lutte armée n'est pas l'option que RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA a choisi. Les militaires doivent servir le Peuple togolais dont ils sont issus¹⁵. Il faut les convaincre de rejoindre la troisième voie qui constitue un projet d'avenir. L'autocratie et la dictature doublées d'impunités, d'affairismes et de corruption ne servir de fondement à un projet futur. Par ailleurs, tout militaire devra savoir que le temps viendra où il faudra passer devant les tribunaux pour expliquer les décisions et les actes pris contre le Peuple togolais. Aussi, nous invitons les plus conscients à envoyer leurs représentants pour participer aux conférences inclusives.

Le principe des conférences inclusives suppose que la méthode repose sur des processus de décisions transparentes et souveraines. Ce qui signifie que l'avenir de la représentation d'une opposition togolaise devrait passer par une représentation issue principalement de la société civile, y compris la Diaspora. Il faudra veiller à ne pas se faire infiltrer par les agents en mission commandées du système Gnassingbé, notamment dans les réseaux sociaux.

Aussi, personne ne peut contraindre un Peuple à choisir des élites politiques qui ne sont pas exemplaires ou éthiques pour sortir de l'impasse politique au Togo. Le Peuple togolais conscient et engagé devra accompagner le mouvement dynamique d'une solution qui ne se trouve plus avec des femmes et hommes politiques du passé, mais avec celles et ceux du futur. Néanmoins, ces dernières et ces derniers doivent nécessairement être exempts de corruption, opter pour les valeurs africaines ancestrales de dignité, de vérité et de justice. Bref, l'avenir des représentants du Peuple togolais devra passer par l'exemplarité. Un des premiers consensus à obtenir pourrait se faire sur



une Charte de refondation du Togo qui serait une Charte comprenant les valeurs que chaque Togolaise et Togolais engagé et déterminé à mener la lutte à sa fin devra accepter et respecter.

Bref, le Peuple togolais ne pourra avancer que si elle se choisit des dirigeants **exemplaires**, ce dans toutes les déclinaisons du mot. Or, une partie du Peuple togolais considère qu'il est « naturel, pour ne pas dire, « normal », de ne pas respecter les valeurs démocratiques, de sincérité et de fidélité au plan personnel. L'hypocrisie et la duplicité doivent être condamnables et condamnées. Du coup, il est difficile de les convaincre d'avancer, de manière indépendante, sur un plan collectif au sein des sociétés civiles au Togo et dans la Diaspora.

C'est pour nous, ce qui explique le retard dans l'organisation d'une alternative écrite et crédible. En 2023, chaque togolaise et togolais devra proposer le « COMMENT » et moins le « Y A Qu'à » ... Il est vrai que des forces militaires se sont rangées du côté d'un Président illégal et anticonstitutionnel, ce avec l'appui de certains pays occidentaux. Mais, la vérité et la justice du Dieu créateur des Africaines et des Africains finiront par triompher.

RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA restent disponibles pour une synergie des luttes, dès lors que les principes de valeurs éthiques (Charte des valeurs) et approches opérationnelles (projet de transition, projet de société commun) proposées sont mis en concurrence et partagées pour assurer une cohérence et une convergence. Les approches proposées seront décentralisées et ajustées au niveau de chacune des communes ou entités délocalisées du Togo. Les conférences inclusives proposées, sous toutes ses formes, permettront de valoriser les documents d'unification des forces alternatives du changement. Il y va de l'unité¹⁶ des forces alternatives pour la mutation du Togo.

Je vous remercie pour l'invitation et vous souhaite, ainsi qu'au Peuple togolais, une année 2023 sous l'esprit maâtique de nos ancêtres et du Dieu unique créateur.

YEA.

31 décembre 2022

©Afrocentricity Think Tank

www.afrocentricity.info

¹ RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA (2021). « Libérer les prisonniers combattants de la liberté et de la démocratie : mettre fin à l'autocratie et à l'inhumanité du système Gnassingbé au Togo ». Communiqué du 23 décembre 2022 adressé au Peuple togolais. In *cvu-togo-diaspora.org*. 23 décembre 2022. Accédé le 31 décembre 2022. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2021/12/23/liberer-les-prisonniers-combattants-de-la-liberte-et-de-la-democratie-mettre-fin-a-lautocratie-et-a-linhumanite-du-systeme-gnassingbe-au-togo/18957>

² RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA (2021). « Faure Gnassingbé indifférent aux supplices des innocents politiques : impunité pour torturer des prisonniers politiques au centre-ville de Lomé !!! » Communiqué du 7 août 2021 adressé au Peuple togolais. In *cvu-togo-diaspora.org*. 7 août 2022. Accédé le 31 décembre 2022. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2021/08/07/faure-gnassingbe-indifferent-aux-suppliques-des-innocents-politiques-impunite-pour-torturer-des-prisonniers-politiques-au-centre-ville-de-lome/18822>

³ RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA (2019). « L'urgence d'un projet de société commun du peuple togolais : engagement, remobilisation et solution pacifique ». Communiqué du 12 mars 2019 adressé au Peuple togolais. In *cvu-togo-diaspora.org*. 12 mars 2019. Accédé le 31 décembre 2022.

⁴ RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA (2020). « Pour le Peuple togolais : proposition de « Charte de refondation du Togo ». Communiqué du 9 octobre 2020 adressé au Peuple togolais. In *cvu-togo-diaspora.org*. 14 juillet 2022. Accédé le 31 décembre 2022. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2020/10/09/pour-le-peuple-togolais-proposition-de-charte-de-refondation-du-togo/17999>

⁵ Amaizo, Y. E. et Amos S. (2020). « Fenêtre sur l'Afrique : Vers une 3e voie politique au Togo ? ». 25 octobre 2020. In *cvu-togo-diaspora.org*. 25 octobre 2020. Emission Radio Kanal K et Avulete. Accédé le 31 décembre 2022. <https://cvu-togo-diaspora.org/2020/10/25/fenetre-sur-lafrique-vers-une-3e-voie-politique-au-togo/18060>

⁶ RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA (2022). « Le problème togolais : entre médiocrité, incompétence, impunité et conservation du pouvoir ». In Communiqué du 1 octobre 2022 adressé au Peuple togolais. In *cvu-togo-diaspora.org*. 14 juillet 2022. Accédé le 31

- décembre 2022. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2022/10/01/le-probleme-togolais-entre-mediocrite-incompetence-impunite-et-conservation-du-pouvoir/19485>
- ⁷ RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA (2022). « Peuple togolais désenchanté, mais prêt pour construire une alternative au système Gnassingbé ». Communiqué du 14 juillet 2022 adressé au Peuple togolais. In cvu-togo-diaspora.org. 14 juillet 2022. Accédé le 31 décembre 2022. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2022/07/14/peuple-togolais-desenchante-mais-pret-pour-construire-une-alternative-au-systeme-gnassingbe/19360>
- ⁸ RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA (2020). « Pour le Peuple togolais : proposition de « Charte de refondation du Togo ». Communiqué du 9 octobre 2020 adressé au Peuple togolais. In cvu-togo-diaspora.org. 14 juillet 2022. Accédé le 31 décembre 2022. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2020/10/09/pour-le-peuple-togolais-proposition-de-charte-de-refondation-du-togo/17999>
- ⁹ RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA (2021). « Vers la Charte de la Mutation du Togo : retour de l'unité du Peuple togolais indépendant ». In cvu-togo-diaspora.org. 1er décembre 2021. Accédé le 31 décembre 2022. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2021/12/01/vers-la-charte-de-la-mutation-du-togo-retour-de-lunite-du-peuple-togolais-independant/18934>
- ¹⁰ RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA (2019). « L'urgence d'un projet de société commun du peuple togolais : Engagement, remobilisation et solution pacifique ». Communiqué du 12 mars 2019 adressé au Peuple togolais. In cvu-togo-diaspora.org. 12 mars 2019. Accédé le 31 décembre 2022. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2019/03/12/lurgence-dun-projet-de-societe-commun-du-peuple-togolais-engagement-remobilisation-et-solution-pacifique/16715>
- ¹¹ RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA (2022). « Comment relancer la lutte pour la libération du Togo en 2022 : s'organiser sans Faure Gnassingbé et ses agents renifleurs ». Communiqué du 10 janvier 2022 adressé au Peuple togolais. In cvu-togo-diaspora.org. 10 janvier 2022. Accédé le 31 décembre 2022. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2022/01/10/comment-relancer-la-lutte-pour-la-liberation-du-togo-en-2022-sorganiser-sans-faure-gnassingbe-et-ses-agents-renifleurs/18969>
- ¹² RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA (2021). « Un projet de société commun au service du peuple togolais : pour une conférence inclusive du Peuple togolais indépendant ! ». In cvu-togo-diaspora.org. 21 juin 2021. Accédé le 31 décembre 2022. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2021/06/21/un-projet-de-societe-commun-au-service-du-peuple-togolais-pour-une-conference-inclusive-du-peuple-togolais-independant/18794>
- ¹³ Amaïzo, Y.E. (2021) « L'Etat togolais, un violeur des droits du Peuple togolais : Faure Gnassingbé, le chef d'orchestre est-il condamnable ? ». In cvu-togo-diaspora.org. 14 novembre 2021. Accédé le 31 décembre 2022. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2021/05/08/letat-togolais-un-violeur-des-droits-du-peuple-togolais-faure-gnassingbe-le-chef-dorchestre-est-il-condamnable/18751>
- ¹⁴ RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA (2017). « Balayer ce qui est illégitime au Togo n'est pas illégal : La Diaspora togolaise indépendante et plurielle doit être représentée ». Communiqué du 19 novembre 2017 adressé au Peuple togolais. 19 novembre 2017. Accédé le 31 décembre 2022. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2017/11/19/balayer-ce-qui-est-illegitime-au-togo-nest-pas-illegal-la-diaspora-togolaise-independante-et-plurielle-doit-etre-representee/12340>
- ¹⁵ RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA (2021). « L'armée doit servir le peuple africain : l'exception togolaise grâce à la France ? ». Communiqué du 14 novembre 2021 adressé au Peuple togolais. In cvu-togo-diaspora.org. 14 novembre 2021. Accédé le 31 décembre 2022. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2021/11/14/larmee-doit-servir-le-peuple-africain-lexception-togolaise-grace-a-la-france/18924>
- ¹⁶ RCDTI et CVU-TOGO-DIASPORA (2021). « Vers la Charte de la Mutation du Togo : retour de l'unité du Peuple togolais indépendant ». In cvu-togo-diaspora.org. 1er décembre 2021. Accédé le 31 décembre 2022. Voir <https://cvu-togo-diaspora.org/2021/12/01/vers-la-charte-de-la-mutation-du-togo-retour-de-lunite-du-peuple-togolais-independant/18934>